

FRACTURES FRANÇAISES 2021

La résilience du clivage droite-gauche

Notre enquête sur les fractures françaises montre que le fossé idéologique entre ces deux familles politiques se creuse, notamment sur les questions de société

On le croyait disparu, englouti par les stratégies populistes et le déassement des partis dont toutes les familles politiques se réclament depuis près de dix ans et qui fut l'une des promesses de l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. Mais, à sept mois de l'échéance présidentielle de 2022, le clivage idéologique entre la droite et la gauche reprend des couleurs. C'est l'un des principaux enseignements de l'enquête annuelle « Fractures françaises », réalisée depuis 2013 pour *Le Monde* par Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne.

Après un an et demi de pandémie due au coronavirus, les Français se réintéressent à la confrontation des différentes visions de la société face à une crise globale - sanitaire, économique et sociale - sans précédent. Et, si les notions de gauche et de droite restent toujours perçues comme dépassées, cette opinion est beaucoup moins partagée que lors de la précédente enquête: ils sont 62 % à y adhérer contre 71 % en 2020. À l'inverse, les notions de droite et de gauche sont toujours valables pour 38 % des personnes interrogées (29 % en 2020). Ce résultat est au plus haut depuis cinq ans.

Par ailleurs, les deux tiers des sondés estiment que de réelles différences persistent entre la gauche et la droite. A titre de compa-

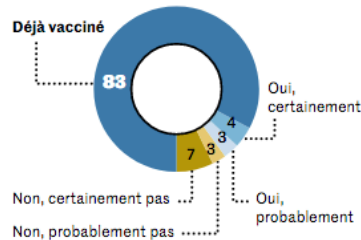
raison, ils n'étaient que 45 % à le penser en 2019 et 63 % en 2020. « Le maximum de la polarisation entre peuple et élite qui écartait le clivage entre la droite et la gauche est dépassé. Le moment est moins populiste qu'auparavant », explique Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos France. Selon lui la différenciation entre la droite et la gauche reste encore « active et importante » chez les Français. Ces résultats sont, finalement, la confirmation de ce que l'on a pu observer lors des élections municipales de 2020 et surtout lors des régionales de 2021 où les « vieux » partis (Les Républicains, LR, et le Parti socialiste, PS) ont montré leur implantation.

PERCEPTION DE L'IMMIGRATION
Sans réelle surprise, le rejet du clivage droite-gauche est le plus important parmi les sympathisants du Rassemblement national (RN, ex-Front national): ils sont 68 % (contre 62 % en 2020) à le penser, en conformité avec l'axe stratégique de Marine Le Pen de se définir comme n'étant « ni de droite ni de gauche ». De la même manière, les électeurs écologistes estiment à 65 % que les notions de droite et de gauche sont dépassées. Un sentiment en conformité avec le message d'Europe Écologie-Les Verts (EELV). Le parti au tournesol entend, en effet, placer l'écologie politique comme « nouveau paradigme » et fait de la défense de l'environnement la nouvelle frontière idéologique.

Mais cette évolution est encore plus impressionnante parmi les

Vaccin et passe sanitaire

Dans les semaines à venir, vous ferez-vous vacciner contre le Covid-19 ? en %



Pour chacune des mesures suivantes concernant la situation sanitaire, diriez-vous que vous y êtes favorable ou opposé ? en %



L'obligation, à partir du 15 septembre, de la vaccination pour tous les professionnels de santé et bénévoles travaillant en contact avec des personnes âgées ou fragiles



La mise en place des campagnes de vaccination visant spécifiquement les collégiens, lycéens et étudiants à la rentrée scolaire



Le fait que les tests PCR deviennent payants à l'automne, sauf en cas de prescription médicale



La mise en place du passe sanitaire prouvant qu'une personne a été vaccinée ou a eu un test négatif récent pour entrer dans un lieu



Infographie : Le Monde

sympathisants de La République en marche (LRM): cette année, ils sont 64 % à rejeter le clivage entre la droite et la gauche. Un chiffre en baisse de 24 points par rapport à 2020. Cela peut paraître contre-intuitif: depuis 2017, la promesse politique d'Emmanuel Macron est de conduire un manuel politique et de droite et de gauche - le fameux « en même temps » - se plaçant au-dessus des clivages traditionnels. Les résultats de l'enquête le confirment, c'est un électoral hybride, qui marche sur deux jambes: à gauche socialement, plus à droite économiquement.

Les données de 2021 montrent aussi que la différence entre la droite et la gauche se joue notamment sur les enjeux sociaux. Il en va ainsi des questions sur la

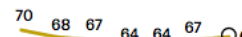
perception de l'immigration dans le pays, mais également sur l'image que les personnes interrogées ont de l'islam. Ainsi, concernant l'affirmation « on se sent autant chez soi aujourd'hui qu'avant », la différence est très nette. Ils sont respectivement 58 % à le penser parmi les électeurs communistes et « insoumis », 61 % chez EELV. L'électorat socialiste est, quant à lui, divisé: 45 % d'entre eux partagent cette opinion (contre 64 % en 2020, soit une chute de près de 20 points). Au contraire, seulement 29 % des personnes proches de LR et 11 % des sympathisants frontistes partagent cette affirmation. Comme sur plusieurs thèmes sociaux, il faut souligner le cas des électeurs macronistes qui se rapprochent

Défiance politique et clivage gauche-droite

De manière générale, diriez-vous que... ? en %

... le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible

... d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie



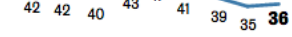
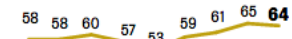
Avril 16 Nov. 16

Mondialisation

Avec laquelle des deux affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ? en %

La France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui

La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui



2013 14 15 16 17 18 19 20 2021

Avec laquelle de ces opinions êtes-vous le plus d'accord ? en %

Les notions de droite et de gauche sont dépassées

Les notions de droite et de gauche sont toujours valables pour comprendre les prises de position des partis et des hommes politiques



2017 2018 2019 2020 2021

SUR PLUSIEURS THÈMES SOCIAUX, IL FAUT SOULIGNER LE CAS DES ÉLECTEURS MACRONISTES QUI SE RAPPROCHENT DES PARTIS LES PLUS À GAUCHE

des partis les plus à gauche: 56 % d'entre eux estiment que l'on se sent autant chez soi qu'avant.

JUSTICE SOCIALE

Autre élément montrant que ces questions comptent parmi les plus effectives pour séparer la droite et la gauche: l'attitude vis-à-vis des étrangers. Ainsi, 85 % des sympathisants du parti Les Républicains et 95 % des lepenistes estiment qu'« il y a trop d'étrangers en France ». Seulement 42 % des écologistes, 45 % des « insoumis » et communistes, 47 % des macronistes partagent cette opinion. Une nouvelle fois, les socialistes montrent une division nette sur ce thème, avec 50 % des personnes interrogées trouvant que les étrangers sont trop nombreux.

L'environnement s'impose comme un enjeu majeur

88% des personnes interrogées estiment que le changement climatique est une réalité, et 68% pensent qu'il est provoqué par l'homme

L'environnement s'installe comme un enjeu majeur. Tel est, en cette pré-campagne présidentielle, l'un des enseignements principaux de la neuvième vague de l'enquête annuelle « Fractures françaises ». Interrogés à choisir, parmi neuf propositions différentes, l'enjeu qui les préoccupe le plus à titre personnel, les Français placent l'environnement dans le tiers de tête (41 %), 1 point derrière la délinquance, 5 points derrière l'avenir du système social mais 7 points devant l'immigration. Plus encore, lorsque cette même question est posée en ajoutant dans la liste des propositions l'épidémie de Covid-19, on mesure l'intensité de la préoccupation environnementale: elle n'est en effet quasiment pas affectée par ce réa-

gement des priorités et devient alors le deuxième enjeu, juste derrière le Covid-19, alors que la délinquance perd 9 points.

Cette situation nouvelle, si on la compare à celle qui prévalait à la même période en 2016, s'explique par la conjonction de deux éléments. Le premier est la conscience de la réalité de la situation. Après le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat publié le 9 août et un été marqué par des événements extrêmes, ce consensus est massif sur l'existence du changement climatique (88 %) mais il est aussi notable sur ses causes: 68 % des Français estiment qu'il est « principalement dû à l'activité humaine » contre 18 % « principalement dû à un phénomène naturel ». Le second élément est le sentiment d'urgence: les Français sont disponibles pour une action en profondeur, notamment sur leur mode de vie. Ils sont 55 % à considérer que c'est la voie pour lutter contre le changement climatique contre 21 % qui privilégient le progrès technique et les innovations scientifiques. Ils sont même 82 % (5 points de plus qu'en 2020) à approuver l'idée qu'il faut « que le gouvernement prenne des mesures rapides et énergiques », quitte à « modifier en profondeur leur mode de vie ».

Et pourtant, rien n'est acquis. En premier lieu pour la campagne elle-même car nul ne peut dire quelle place réelle l'environnement occupera: il s'agit en effet

d'une priorité concurrente. Si l'on regarde la moyenne des Français, aucune priorité n'écrase les autres; mais, si l'on regarde les priorités par électoral, on voit que l'environnement occupe la première ou la deuxième place chez les sympathisants d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), de La France insoumise (LFI), du Parti socialiste (PS) et de La République en marche (LRM) mais la sixième place seulement chez les sympathisants Les Républicains (LR) (31 points derrière la délinquance) et du Rassemblement national (RN) (49 points derrière l'immigration). Autrement dit, la bataille pour imposer un enjeu à l'agenda politique et médiatique est plus que jamais ouverte. Rien n'est acquis en deuxième lieu

après l'élection car, pour passer du discours à la pratique. Si le changement devait en effet signifier « des sacrifices financiers pour les entreprises et les Français », on voit que 45 % des retraités s'y opposeraient - ce n'est pas rien.

Écologistes « en second lieu »
Rien n'est acquis en troisième lieu car, au-delà des clivages traditionnels sur cette question - une moindre sensibilité relative de la droite et de l'extrême droite - on voit que l'identification à l'écologie reste faible. Interrogés sur le terme qui les qualifie le mieux, les Français ne sont en effet que 7 % à répondre « écologiste », loin derrière « un homme ou une femme du peuple » (28 %), « de droite » (19 %), « de gauche » (14 %) ou « cen-

triste » (10 %). Pour être plus précis, l'écologie reste une identification de complément: les Français sont en quelque sorte des écologistes « en second lieu ».

Dans ce moment politique marqué par une préoccupation environnementale intense mais concurrente et par une identification à l'écologie de complément, tout va dépendre en définitive de la capacité des acteurs à installer la question climatique au cœur de la campagne en proposant une vision de la société ou des mesures concrètes. Jamais en tout cas la possibilité de faire de l'environnement l'un des déterminants du vote n'aura été aussi forte.

GILLES FINCHSTEIN
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS